Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1905 — **Roma — Sabato 13 maggio** — **Numero 113**

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

	anno	semestre	trimestre
In Roma, presso l'Amministrazione:	L. 32	L. 17	L. 9
» a domicilio e nel Regno:	» 36	» 19	» 10
Per gli Stati dell'Unione postale	» 80	» 41	» 22

Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent.* **20** *— nel Regno cent.* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte Ufficiale

LEGGI E DECRETI

Il numero 171 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello statuto fondamentale del Regno;

Udito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto col presidente del Consiglio dei ministri, ministro dell'interno, e col ministro di grazia e giustizia e dei culti;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo per la repressione della « Tratta delle bianche », firmato a Parigi, tra l'Italia e vari Stati, il 18 maggio 1904, le cui ratifiche furono scambiate nella stessa città il 18 gennaio 1905.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 aprile 1905.

VITTORIO EMANUELE.

A. Fortis.

Tittoni.

C. Finocchiaro-Aprile.

Visto, *Il guardasigilli:* C. Finocchiaro-Aprile.

ACCORDO internazionale per la repressione della « Tratta delle bianche ».

(18 maggio 1904).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, et le Conseil Fédéral Suisse, désireux d'assurer aux femmes majeures, abusées ou contraintes, comme aux femmes et filles mineures, une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de « Traite des Blanches », ont résolu de conclure un Arrangement à l'effet de concerter des mesures propres à atteindre ce but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

S. A. S. le Prince de Radolin, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. A. Leghait, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiarie près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. le Comte F. Reventlow, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

S. Exc. M. F. de Leon y Castillo, Marquis del Muni, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Le Président de la République Française;

S. Exc. M. Th. Delcassé, Député, Ministre des Affaires Etrangères da la République Française;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possession britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

S. Exc. Sir Edmund Monson, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. Exc. M. le Comte Tornielli Brusati di Vergano, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Chevalier de Stuers, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

M. T. de Souza-Roza, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

S. Exc. M. de Nelidow, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége:

Pour la Suède et pour la Norvége:

M. Akerman, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Président de la République Française;

Et le Conseil Fédéral Suisse:

M. Charles-Édouard Lardy, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiarie de la Confédération Suisse près le Président de la République Française;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger; cette Autorité aura la faculté de correspondre directement avec le Service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

Art. 2.

Chacun des Gouvernements s'engage à faire exercer une surveillance en vue de rechercher, particulièrement dans les gares, les ports d'embarquement et en cours de voyage, les conducteurs de femmes et filles destinées à la débauche. Des instructions seront adressées dans ce but aux fonctionnaires ou à toutes autres personnes ayant qualité à cet effet, pour procurer, dans les limites légales, tous renseignements de nature à mettre sur la trace d'un trafic criminel.

L'arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d'un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux Autorités du lieu de destination, soit aux agents diplomatiques ou consulaires intéressés, soit à toutes autres Autorités compétentes.

Art. 3.

Les Gouvernements s'engagent à faire recevoir, le cas échéant, et dans les limites légales, les déclarations des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et leur état civil, et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis seront communiqués aux Autorités du pays d'origine desdites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel.

Les Gouvernements s'engagent, dans les limites légales et autant que faire se peut, à confier, à titre provisoire et en vue du rapatriement éventuel, les victimes d'un trafic criminel, lorsqu'elles sont dépourvues de ressources, à des institutions d'assistance publique ou privée ou à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

Les Gouvernements s'engagent aussi, dans les limites légales et autant que possible, à renvoyer dans leur pays d'origine celles de ces femmes ou filles qui demandent leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes ayant autorité sur elles. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l' identité et la nationalité, ainsi que sur le lieu et la date de l'arrivée aux frontières. — Chacun des Pays contractants facilitera le transit sur son territoire.

La correspondance relative aux rapatriements se fera, autant que possible, par la voie directe.

Art. 4.

Au cas où la femme ou fille à rapatrier ne pourrait rembourser elle-même les frais de son transfert et où elle n'aurait ni mari, ni parents, ni tuteur qui payeraient pour elle, les frais occasionnés par le rapatriement seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, - et à la charge du pays d'origine pour le surplus.

Art. 5.

Il n'est pas dérogé, par les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus, au Conventions particulières qui pourraient exister entre les Gouvernements contractants.

Art. 6.

Les Gouvernements contractants s'engagent, dans les limites légales, à exercer, autant que possible, une surveillance sur les bureaux ou agences qui s'occupent du placement de femmes ou filles à l'étranger.

Art. 7.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. À cet effet, ils notifieront leur intention, par la voie diplomatique, au Gouvernement français qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

Art. 8.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des parties contractantes le dénoncerait, cette dénonciation n' aurait d' effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

Art. 9.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 mai 1904, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française, et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à chaque Puissance contractante.

(L. S.) Signé: *Radolin.*
(L. S.) Signé: *A. Leghait.*
(L. S.) Signé: *F. Reventlow.*
(L. S.) Signé: *F. de Leon y Castillo.*
(L. S) Signé: *Delcassé.*
(L. S.) Signé: *Edmund Monson.*
(L. S.) Signé: *G. Tornielli.*
(L. S.) Signé: *A. de Stuers.*
(L. S.) Signé: *T. de Souza-Roza.*
(L. S.) Signé: *Nelidow.*
Pour la Suède et pour la Norvége:
Le Ministre de Suède et Norvége:
(L. S.) Signé: *Akerman.*
(L. S) Signé: *Lardy.*

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE

Les Plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'Arrangement ayant pour but d'assurer une protection efficace contre la « Traite des Blanches », ont échangé la déclaration suivante en ce qui concerne l'application dudit Arrangement aux Colonies respectives des États contractants.

Art. 1.

Les Pays signataires de l'Arrangement susmentionné ont le droit d'y accéder en tout temps pour leurs Colonies ou Possessions étrangères.

Ils peuvent, à cet effet, soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs Colonies ou Possessions sont comprises dans l'accession, soit nommer expressément celles qui y sont comprises, soit se borner à indiquer celles qui en sont exclues.

Art. 2.

Le Gouvernement Allemand déclare réserver ses résolutions au sujet de ses Colonies.

Le Gouvernement Danois déclare qu'il se réserve le droit d'adhérer à l'Arrangement pour les Colonies Danoises.

Le Gouvernement Espagnol déclare réserver ses résolutions au sujet de ses Colonies.

Le Gouvernement Français déclare que l'Arragement s'appliquera à toutes le Colonies Françaises.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare se réserver le droit d'adhérer à l'Arrangement et de le dénoncer pour chacune des Colonies ou Possessions Britanniques, séparément.

Le Gouvernement Italien déclare que l'Arrangement s'appliquera à la Colonie de l'Erythrée.

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que l'Arrangement s'appliquera à toutes les Colonies Néerlandaises.

Le Gouvernement Portugais déclare se réserver de décider ultérieurement si l'Arrangement sera mis en vigueur dans quelqu'une des Colonies Portugaises.

Le Gouvernement Russe déclare que l'Arrangement sera applicable intégralement à tout le territoire de l'Empire en Europe e en Asie.

Art. 3.

Les Gouvernements qui auraient ensuite à faire des déclarations au sujet de leurs Colonies les feront dans la forme prévue à l'art. 7 de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement, S. A. S. le Prince de Radolin, Ambassadeur d'Allemagne, demande, au nom de son Gouvernement, à faire la déclaration suivante:

De l'avis du Gouvernement Allemand, les réglements qui pourraient exister entre l'Empire Allemand et le pays d'origine, concernant l'assistance mutuelle d'indigents, ne sont pas applicables aux personnes qui seront rapatriées, en vertu du présent Arrangement, en passant par l'Allemagne.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Procès-Verbal.

Fait à Paris, le 18 mai 1904.

Signé: *Radolin.*
Signé: *A. Leghait.*
Signé: *F. Reventlow.*
Signé: *F. de Leon y Castillo.*
Signé: *Delcassé.*
Signé: *Edmund Monson.*
Signé: *G. Tornielli.*
Signé: *A. de Stuers.*
Signé: *T. de Souza-Roza.*
Signé: *Nelidow.*
Pour la Suède et pour la Norvége:
Signé: *Akerman.*
Signé: *Lardy.*

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente R. decreto:

Sulla proposta del ministro dell'interno:

N. XCIV (Dato a Roma, il 2 aprile 1905), col quale il legato Garzotti è eretto in ente morale e concentrato nella Congregazione di carità di Isola della Scala.

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Disposizioni *fatte nel personale dipendente:*

Notari.

Con decreto Ministeriale del 16 marzo 1905:

È concessa:

al notaro Severi Guido, una proroga sino a tutto il 4 giugno 1905, per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Montepulciano;

al notaro Franza Raimondo una proroga sino a tutto il 25 giugno 1905, per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Pozzuoli.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Disposizione *fatta nel personale dipendente:*

Con R. decreto del 27 aprile 1905:

Cirimele cav. Guglielmo, ispettore superiore per la vigilanza sugli Istituti di credito e di previdenza, in aspettativa per motivi di salute è richiamato in attività di servizio a decorrere dal 1° maggio 1905.

MINISTERO DELLE POSTE E TELEGRAFI

(SERVIZIO DEI TELEGRAFI)

AVVISO.

Il giorno 10 corr., in Borgo d'Ale, provincia di Novara, è stato attivato al servizio pubblico un ufficio telegrafico governativo con orario limitato di giorno.

Si è attivato pure un servizio telegrafico pubblico nella stazione ferroviaria di Bussi.

Roma, li 12 maggio 1905.

DIREZIONE GENERALE DELLA CASSA DEPO

Situazione al 31 dicembre 1904

(Art. 21 del regolamento approvato col Regio

ATTIVO.

Voce			Importo
Prestiti, conto capitale		L.	448,895,732.25
Prestiti, conto interessi		»	393,838.31
Tesoro dello Stato, conto corrente fruttifero		»	82,644,200.29
Anticipazioni fatte al Tesoro pel pagamento delle pensioni (articoli 2 e 4 della legge 15 giugno 1893, n. 279, e articoli 1 e 3 dell'allegato *M* alla legge 22 luglio 1894, n. 339)		»	101,308,654.13
Anticipazioni al Tesoro per lavori pubblici urgenti (legge 28 dicembre 1902, n. 547)		»	3,222,807.89
Capitale rinvestito in rendita consolidata		»	531,803,092.27
Capitale rinvestito in titoli redimibili dello Stato		»	13,458,232.—
Capitale rinvestito in cartelle del Credito comunale e provinciale del 4 % e 3.75 %		»	119,138,700.—
Capitale rinvestito in cartelle del Credito fondiario		»	11,234,500.—
Rate d'interessi sui consolidati e sugli altri titoli, rimaste da riscuotere		»	11,261,222.01
Tesoriere Centrale, Cassiere della Cassa depositi e prestiti, conto effetti pubblici in deposito		»	788,004,767.85
Sezioni di R. Tesoreria provinciale, conto effetti pubblici in deposito		»	275,567,149.50
Tassa di custodia sui depositi in effetti pubblici		»	112,716.—
Ordini di riscossione		»	47,027,778.24
Tesoro dello Stato, conto corrente infruttifero - Anticipazioni di fondi per il servizio dei pagamenti		»	18,872,873.11
Credito dipendente dalla liquidazione del soppresso Monte di Pietà di Roma		»	930,373.87
Stralcio della liquidazione della Cassa militare — Conto corrente infruttifero		»	6,575.34
Debito della nuova Opera pia del Monte di Pietà di Roma per la residua somma da rimborsare alla Cassa depositi e prestiti in conto della dotazione fattale a termini dell'articolo 7 della legge 28 giugno 1874, n. 2054		»	4,442,455.10
Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio - Anticipazioni in ordine all'articolo 19 della legge 8 luglio 1883, n. 1489, regolamento 7 maggio 1891, n. 255		»	592,260.11
Capitale dei titoli di rendita provenienti dal rinvestimento dei fondi della Cassa nazionale di previdenza per l'invalidità e per la vecchiaia degli operai		»	24,905,494.43
Rate d'interessi sui detti titoli, rimaste da riscuotere		»	360,031.20
Capitale dei titoli di rendita provenienti dal rinvestimento dei fondi degli Istituti di previdenza ferroviari (legge 29 marzo 1900, n. 101)	Rete Mediterranea	»	27,953,498.57
	Rete Adriatica	»	21,157,533.50
	Rete Sicula	»	1,953,268.71
Rate d'interessi sui detti titoli, rimaste da riscuotere	Rete Mediterranea	»	506,602.91
	Rete Adriatica	»	373,318.42
	Rete Sicula	»	34,871.25
Capitale della rendita 5 % acquistata coi fondi versati dagl' Istituti di emissione (articolo 2 legge 7 luglio 1901, n. 322)		»	7,999,773.88
Rate d'interessi sulla detta rendita, rimaste da riscuotere		»	156,214.—
Capitale dei titoli di rendita del fondo d'ammortamento del consolidato 3.50 %		»	501,477.05
Rate d'interessi sui detti titoli, rimaste da riscuotere		»	4,306.75
Capitale dei titoli di rendita del fondo di riserva		»	9,919,200.—
Rate d'interessi sui detti titoli, rimaste da riscuotere		»	186,203.63
Tesoriere Centrale, Cassiere della Cassa depositi e prestiti, conto numerario		»	611,197.38
Tesoro dello Stato, conto imposta di ricchezza mobile		»	138,477.01
Debitori e creditori diversi - Debitori		»	214,771.01
Spese da liquidare		»	57,035,456.10
		L.	2,612,929,624.10

Il direttore generale
VENOSTA.

Roma, addì 30 marzo 1905.

SITI E PRESTITI E DELLE GESTIONI ANNESSE
della Cassa depositi e prestiti
decreto 9 dicembre 1875, n. 2802, Serie 2ª).

PASSIVO.

Depositi in numerario, conto capitale	L.	160,972,995.47
Depositi in numerario, conto interessi	»	11 179,824.58
Depositi in effetti pubblici, conto capitale	»	1,063,571,[illegible]17.35
Depositi in effetti pubblici, conto interessi	»	1,420,[illegible]27.76
Mandati di pagamento	»	50,120,370.29
Affrancazioni di canoni, censi, ecc. - Contabilità speciale, conto corrente	»	194,467.85
Casse di risparmio postali - Contabilità speciale, conto corrente	»	993,673,847.31
Croce Rossa Italiana - Capitale in conto corrente infruttifero con la Cassa depositi	»	16.91
Stralcio della liquidazione della Cassa militare - Conto corrente fruttifero	»	768.52
Sezione di Credito comunale e provinciale - Contabilità speciale, conto corrente fruttifero (articolo 15 della legge 24 aprile 1898, n. 132)	»	174,548.12
Detta - Conto corrente infruttifero - Fondi pel pagamento della scadenza al 1° gennaio 1904	»	3,573,308.—
Monte delle pensioni per gli insegnanti pubblici elementari - Conto corrente per l'impiego definitivo dei fondi del Monte in prestiti (articolo 12 del regolamento 23 giugno 1904, n. 635)	»	106,964,258.74
Detto - Conto corrente per l'impiego provvisorio dei fondi del Monte (articolo 6 del regolamento suddetto).	»	59,441.23
Cassa-pensioni dei medici condotti - Conto corrente per l'impiego definitivo dei fondi della Cassa-pensioni in prestiti (articolo 11 del regolamento 9 marzo 1899, n. 121)	»	14,[illegible]8[illegible],596.14
Detta - Conto corrente per l'impiego provvisorio dei fondi della Cassa-pensioni (articolo 5 del regolamento suddetto)	»	8,624.02
Cassa di previdenza del personale straordinario del Catasto - Conto corrente per l'impiego definitivo dei fondi.	»	592,032.47
Detta - Conto corrente per l'impiego provvisorio dei fondi	»	4,580.51
Cassa di previdenza dei segretari comunali (Conto corrente per l'impiego definitivo dei fondi).	»	15,000.—
Detta - Conto corrente per l'impiego provvisorio dei fondi	»	548.97
Spese di amministrazione rimaste da pagare	»	28,296.01
Ministero di agricoltura, industria e commercio - Fondo destinato alla istituzione delle borse di pratica commerciale all'estero - Conto corrente fruttifero	»	131,135.0[illegible]
Detto - Fondo per gli infortuni degli operai sul lavoro - Conto corrente fruttifero	»	65,693.93
Massa guardie di finanza - Fondo di previdenza del personale straordinario del Magazzino vestiario - Conto corrente fruttifero	»	5,687.41
Ministero dei lavori pubblici - Bonifiche { Conto corrente principale	»	21,804,025.41
Ministero dei lavori pubblici - Bonifiche { Conto corrente speciale	»	2,326,033.63
Fondo per le epizoozie.	»	29,450,813.87
Ministero degli esteri - Fondo per l'emigrazione - Conto corrente fruttifero	»	1,593.197.91
Fondi di spettanza della Cassa nazionale di previdenza per gli operai	»	138,474.58
Fondi di spettanza degli Istituti di previdenza ferroviari { Rete Mediterranea	»	31,514,219.56
Fondi di spettanza degli Istituti di previdenza ferroviari { Rete Adriatica	»	24,105,412.99
Fondi di spettanza degli Istituti di previdenza ferroviari { Rete Sicula	»	2,174,025.75
Fondo degli 8 milioni versati dagli Istituti di emissione (art. 2 della legge 7 luglio 1901, n. 322)	»	8,156,214.—
Fondo d'ammortamento del consolidato 3,50 %	»	516,958.85
Tesoro dello Stato - Pagamenti fatti dalle Sezioni di R. Tesoreria provinciale da rimborsare	»	12,928,404.—
Debitori e Creditori diversi - Creditori	»	455,771.25
Fondo di riserva	»	10,103,193.69
Entrate da liquidare	»	60,512,083.93
	L.	2,612,929,624.10

Il Direttore Capo di Ragioneria
A. GABRIELLI.

Situazione al 31 dicembre 1904 del servizio delle

(Leggi 24 gennaio 1864, n. 1636, 13 marzo 1860

ATTIVO.

Rendita consolidata	L.	6,693,466.—
Interessi attivi	»	199,380.—
Cassa dei depositi e prestiti - Scrittura generale	»	194,467.85
	L.	7,087,313.85

Situazione al 31 dicembre 1904 della

(Art. 1 della legge 27 maggio 1875, n. 2779, Serie 2ª,

ATTIVO.

Ministero delle poste e dei telegrafi in conto corrente - Suo debito	L.	3,923,795.82
Rendita consolidata - Capitale della rendita per cessione ai librettisti	»	327,518.41
Capitale della rendita proveniente dal reimpiego del fondo di riserva	»	17,939,000.—
Rate d'interessi sulla detta rendita, rimaste da riscuotere	»	265,518.63
Debitori e Creditori diversi - Debitori	»	134.100.—
Capitali amministrati dalla Cassa depositi e prestiti come Cassa di risparmio	»	993,673,847.31
Tesoro dello Stato - Imposta di ricchezza mobile	»	226,757.06
Spese da liquidare	»	30,929,443.60
	L.	1,047,419,980.83

Situazione al 31 dicembre 1904 dello stralcio della

(Soppresso colla legge 28 giugno 1874, n. 2054, Serie 2ª,

ATTIVO.

Capitali attivi e Crediti diversi	L.	112,632.89
Patrimonio - Passivo netto	»	817,824.59
Spese nette da liquidare	»	18,603 39
	L.	949,060.87

Affrancazioni dei canoni, censi ed altre prestazioni.

(Toscana), n. 145, e 27 maggio 1875, n. 2779).

PASSIVO.

Annualità d'affrancazioni	L.	6,440,284.14
Depositi d'affrancazioni	»	245,515.25
Interessi passivi	»	383,705.87
Debitori e Creditori diversi - Creditori	»	8,064.40
Entrate nette da liquidare	»	9,764.19
	L.	7,087,313.85

Cassa centrale postale di risparmio.

e art. 8 della legge 29 giugno 1882, n. 835, Serie 3ª).

PASSIVO.

Depositi del risparmio - Ammontare dei depositi vigenti	L.	983,620,537.42
Depositi giudiziari - Ammontare dei depositi vigenti	»	8,484,178.37
Fondo di riserva	»	18,204,611.36
Entrata da liquidare	»	37,110,653.68
	L.	1,047,419,980.83

liquidazione del patrimonio del Monte di Pietà di Roma.

art. 14 del regolamento 23 agosto 1874, n. 2057, Serie 2ª).

PASSIVO.

Capitali passivi e Debiti diversi	L.	18,687.—
Interessi passivi	»	»
Cassa depositi e prestiti in conto corrente	»	930,373.87
	L.	949,060.87

Situazione al 31 dicembre 1904 del fondo pel

(Legge 28 giugno 1885, n. 3188, Serie 3ª, e R.

ATTIVO.		
Capitali rinvestiti in rendita consolidata 5 e 3.50 0[0	L.	10,582,059.17
Rate d'interessi sulla detta rendita, rimaste da riscuotere	»	217,442.88
Fondo in conto corrente infruttifero colla Cassa depositi e prestiti	»	16.91
Spese nette da liquidare	»	494,459.03
	L.	11,293,977.99

Situazione al 31 dicembre 1904 dello

(Legge 14 luglio 1887, n. 4759, Serie 3ª, e R.

ATTIVO.		
Rendita consolidata 5 $^0/_0$ - Capitale	L.	5,159,807.55
Rata d'interessi sulla detta rendita, rimasta da riscuotere	»	108,876.—
Cassa depositi e prestiti - Conto corrente fruttifero	»	768.52
Spese nette da liquidare	»	7,441.21
Differenza a pareggio (deficienza di fondi)	»	308,943.34
	L.	5,585,836.62

Situazione al 31 dicembre 1904 del fondo per la

(Articoli 4, 5 6 e 7 dell'allegato M *alla legge 22*

ATTIVO.		TABELLA A	TABELLA B
		annesse all'allegato *M* alla legge suddetta	
Rendita consolidata 5 e 3.50 $^0/_0$ - Capitale	L.	100.779,632.97	1,291,200.—
Rate d'interessi sulla detta rendita, rimaste da riscuotere.	»	1,908,083.88	25,824.—
	L	102,687,716.85	1,317,024.—

servizio del prestito della Croce Rossa Italiana.

decreto 6 dicembre 1885, n. 3559, Serie 3ª).

PASSIVO.		
Valore attuale dei rimborsi e dei premî da pagarsi per l'integrale estinzione del prestito .	L	10,374,762.57
Premi e rimborsi sorteggiati rimasti da pagare .	»	251,830 —
Differenza a pareggio .	»	664,385.42
	L.	11,293,977.99

stralcio della soppressa Cassa militare.

decreto 14 luglio 1889, n. 6278, Serie 3ª).

PASSIVO.		
Pensioni vitalizie - Valore attuale	L.	5,510,787.—
Rate di pensioni vitalizie	»	375.—
Premi di rafferme concesse anteriormente al 1° febbraio 1883	»	38,688.60
Indennità ai già raffermati con premio di concessione anteriore al 1° febbraio 1883 . .	»	5,500.—
Debitori e creditori diversi — Creditori	»	23,910.68
Cassa depositi e prestiti - Conto corrente infruttifero.	»	6,575.34
	L.	5,585,836.62

estinzione di alcuni debiti redimibili dello Stato.

luglio 1894, n. 339, sui provvedimenti finanziari).

PASSIVO.		Tabella A	Tabella B
		annesse all'allegato *M* alla legge suddetta	
Assegnazioni per l'estinzione dei debiti redimibili - Valore attuale .	L.	70,244,252.36	—
Tesoro dello Stato - Suo conto corrente - Credito del Tesoro . .	»	3,415,414.71	—
Entrate nette da liquidare	»	2,133,848.48	—
Differenza a pareggio (eccedenza del fondo) . . .	»	26,894,201.30	1,317,024.—
	L.	102,687,716.85	1,317,024.—

Situazione al 31 dicembre 1904 della Sezione

(Legge 24 aprile

ATTIVO.

Mutui - Capitale vigente al 31 dicembre 1904	L.	143,497,729.66
Capitale compreso nelle annualità del prestito in cartelle speciali 3.75 0[0 concesso al comune di Roma.	»	152,582,000.—
Cassa depositi e prestiti - Conto corrente fruttifero - Suo debito	»	174,548.12
Detta - Conto corrente infruttifero - Suo debito	»	3,573,308.—
Titoli di rendita consolidata - Fondo di riserva	»	1,485,600.—
Bilancio dello Stato - Somme rimaste da pagare sul bilancio 1904-1905 per interessi su prestiti concessi col concorso dello Stato	»	2,394.72
Mutuatari - Rate in scadenza su prestiti non somministrati	»	50,342.73
Detti - Somme rimaste da versare al netto di quelle anticipate ivi comprese le somme dovute da esattorie gestite da delegati governativi	»	29,755.28
Conto provvisorio delle cartelle da alienare - Suo debito	»	4,367,272.—
Spese da liquidare	»	6,146,186.39
	L.	311,909,136.90

Situazione al 31 dicembre 1904 del Monte delle

(Testo unico delle leggi sul Monte pensioni approvato

ATTIVO.

Capitali impiegati in prestiti alle Provincie ed ai Comuni (articolo 12 del regolamento 23 giugno 1904, n. 635)	L.	106,964,258.74
Detti impiegati in rendita del consolidato 5 % (articolo 12 del regolamento suddetto)	»	420,579.78
Rata semestrale rimasta da riscuotere su detta rendita	»	9,114.—
Fondi in conto corrente fruttifero con la Cassa depositi e prestiti (articolo 6 del regolamento suddetto)	»	59,441.23
Contributi maturati e non ancora versati dai Comuni nelle Sezioni di R. Tesoreria provinciale, al netto delle somme riscosse anticipatamente	»	60,088.40
Delegazioni in corso rilasciate dai Comuni sugli Esattori delle imposte in estinzione di debiti per contributi arretrati	»	2,286.54
Quote di pensioni e di indennità liquidate dal Monte con rivalsa verso i Comuni, ai sensi dell'articolo 32 del testo unico, rimaste da riscuotere	»	1,238.10
Ammende inflitte agli Esattori delle imposte per ritardato pagamento di stipendi ai maestri elementari, rimaste da riscuotere	»	165.—
Ministero degli Affari Esteri - Contributi arretrati a carico delle scuole e degl'insegnanti all'estero	»	179,194.38
	L.	107,696,366.17

autonoma di Credito comunale e provinciale.

1898, n. 132).

PASSIVO.

Cartelle di Credito comunale e provinciale - Capitale nominale di quelle vigenti al 31 dicembre 1904	L.	143,500,800.—
Titoli rappresentanti cartelle speciali 3.75 % del prestito concesso al comune di Roma		152,582,000.—
Cartelle del credito comunale e provinciale - Competenze rimaste da pagare, e cioè:		
Interessi . . . . . L. 2,887,824.—		
Capitale . » 685,484.—		3,573,308.—
Mutuatarî - Somme rimaste da pagare in conto di quelle ricavate dall'alienazione delle cartelle o in conto delle cartelle emesse	L.	3,396,821.27
Detti - Interessi da rimborsare	»	302,823.43
Debitori e creditori diversi - Loro credito	»	86,394.49
Spese d'amministrazione — Spese non soddisfatte	»	31,091.11
Quote versate dallo Stato ed accantonate	»	3,741.56
Debitori e creditori diversi - Conto corrente speciale pel comune di Roma - Suo credito		500,000.—
Fondo di riserva	»	1,515,385.09
Entrate da liquidare	»	6,416,771.95
	L.	311,909,136.90

pensioni per gli insegnanti pubblici elementari.

col R. decreto 2 luglio 1903, n. 430).

PASSIVO.

Spese d'amministrazione impegnate da erogarsi nel 1904	L.	13,897.37
Rate di pensioni rimaste da soddisfare	»	272,214.29
Saldo del conto « Debitori e Creditori diversi »	»	9,307.15
Patrimonio netto	»	107,400,947.36
	L.	107,696,366.17

Situazione al 31 dicembre 1904 della Cassa-

(Legge 14 luglio 1898, n. 335, e rego

ATTIVO.		
Capitali impiegati in prestiti alle Provincie ed ai Comuni (articolo 11 del regolamento 9 marzo 1899, n. 121)	L.	14,389,596.14
Fondi in conto corrente fruttifero provvisorio con la Cassa depositi e prestiti (articolo 5 del citato regolamento)	»	8,624.02
Ammende inflitte agli esattori delle imposte, rimaste da riscuotere		20.—
Contributi maturati e non ancora versati dai Comuni nelle Sezioni di R. Tesoreria provinciale, al netto delle somme riscosse anticipatamente	»	55,972.84
	L.	14,454,213.—

Situazione al 31 dicembre 1904 della Cassa di previdenza tecnici fi

(Legge 7 luglio 1902, n. 302, e

ATTIVO		
Capitali impiegati in prestiti alle Provincie ed ai Comuni	L.	592,032.47
Fondi in conto corrente fruttifero provvisorio colla Cassa depositi e prestiti	»	4,580.51
	L.	596,612.98

Situazione al 31 dicembre 1904 della Cassa di pre-

(Legge 6 marzo

ATTIVO.		
Capitali impiegati in prestiti alle Provincie ed ai Comuni	L.	15,000.—
Fondi in conto corrente fruttifero provvisorio con la Cassa depositi e prestiti	»	548.97
	L.	15,548.97

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione).*

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: N. 1,159,502 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 25, al nome di Lo *Cascio* Lucietta fu Vincenzo, nubile, domiciliata a Mistretta (Messina), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Lo *Casto* Lucietta fu Vincenzo, nubile, domiciliata a Mistretta (Messina), vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 12 maggio 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

pensioni a favore dei medici condotti

lamento 9 marzo 1899, n. 121).

PASSIVO.

Spese di amministrazione impegnate per l'anno 1904	L.	6,392.88
Saldo del conto « Debitori e Creditori diversi »	»	5,188.67
Patrimonio netto	»	**14**,442,631.45
	L.	**14**,454,213.—

del personale tecnico straordinario del Catasto e dei servizi nanziari

R. decreto 18 gennaio 1903, n. 16.

PASSIVO.

Patrimonio netto	L.	596,612.98
	L.	5[illegible]612.98

videnza dei segretari ed altri impiegati comunali.

1904, n. 88).

PASSIVO.

Spese d'amministrazione impegnate da erogarsi nell'anno 1905	L.	2,000.—
Patrimonio netto	»	13,548.97
	L.	15,548.97

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: N. 1,309,953 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 1520 al nome di Taccone *Teodora* fu Luigi, sotto la patria podestà della madre Luisa Pacchiarotti fu Senatore, vedova in prime nozze di Luigi Taccone ed ora moglie in seconde nozze di Lazzaro Pacchiarotti, domiciliata a Castelnuovo Scrivia (Alessandria) - con avvertenza - fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Taccone *Carolina-Maria-Elisabetta-Teodora*, chiamata Teodora, minore, ecc. (come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 12 maggio 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0[0,

cioè: N. 1,041,581 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 150, e N. 1,041,582 per L. 1600, al nome di Antona *Ernesto* fu Luigi Leopoldo, domiciliato in Parma, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi ad Antona *Stefano-Silvestro* fu Luigi Leopoldo, vero proprietario delle rendite stesse.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 12 maggio 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: N. 1,261,975 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 120, al nome di Romano Virginia, Natale, Cleta, Teresa, Stefano, Martino, Giovanni ed *Ottavio* fu Alessandro, minori, sotto la patria potestà della madre Cordaro Marcella fu Giovanni, vedova Romano, domiciliata in Pozzolo Formigaro (Alessandria), fu così intestata, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Romano Virginia, Natale, Cleta, Teresa, Stefano, Martino, Giovanni ed *Ottavia* fu Alessandro, ecc., come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 12 maggio 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: N. 698,435 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 160, al nome di Castello *Armanda* fu Carlo, minore, sotto la patria potestà della madre Piccoli Teodolinda di Luigi, domiciliata in Genova, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Castello *Enrichetta-Armanda-Maria*, ecc., come sopra, vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 12 maggio 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: N. 783,247 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 600, al nome di Chichizola Giacomo e *Maria* fu Gio. Battista, minori, sotto la patria potestà della madre Campodonico Rosa di Francesco vedova Chichizola, domiciliata in Zoagli, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Chichizola Giacomo e *Chiara-Maria*, ecc. come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 12 maggio 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (1ª *pubblicazione*).

Il sig. De Ferrari Giovanni fu Filippo ha denunziato lo smarrimento delle ricevute n. 1834 ordinale, n. 852 di protocollo e n. 13,580 di posizione e n. 1835 ordinale, n. 853 di protocollo e n. 13,599 di posizione, state rilasciate dall'Intendenza di finanza di Genova, in data 15 marzo 1905, in seguito alla presentazione di n. 9 certificati nominativi 5 0[0 della rendita complessiva di L. 1945, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° gennaio 1905.

A' termini dell'articolo 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati al sig. De Ferrari Giovanni fu Filippo, i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 12 maggio 1905.

Il direttore generale
MANCIOLI.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Tesoro (*Divisione Portafoglio*)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 13 maggio, in lire 100.02.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato Generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei Consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata di accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro *(Divisione Portafoglio).*

12 maggio 1905.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl'interessi maturati a tutt'oggi
5 % *lordo*	106,45 09	104,45 09	104,99 22
4 % *netto*	106,27 50	104,27 50	104,81 63
3 ½ % *netto*	103,94 27	102,19 27	102,66 80
3 % *lordo.*	74,50 —	73,30 —	74,22 45

Parte non Ufficiale

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Venerdì, 12 maggio 1905

Presidenza del presidente CANONICO.

La seduta è aperta alle ore 15.

DI SAN GIUSEPPE, segretario, dà lettura del processo verbale della seduta precedente, il quale è approvato.

Comunicazione del presidente.

PRESIDENTE. Comunica di aver ricevuto dall'economista francese Guibert il dono di due importanti pubblicazioni.

Congedo.

Si accorda un congedo di 15 giorni al senatore Beltrami-Scalia per motivi di famiglia.

Seguito della discussione del disegno di legge: « Stato di previsione della spesa del Ministero dell'interno per l'esercizio finanziario 1905-906 » (N. 81).

PRESIDENTE. Ricorda che nella tornata di ieri venne iniziata la discussione generale.

TODARO. In merito alle osservazioni fatte dal senatore Maragliano, nella tornata di ieri, circa il trattamento di favore usato presso di noi ai prodotti stranieri in confronto dei nostri, rileva che la cosa non sta nei termini affermati.

Spiega il modo come procede il Consiglio superiore di sanità, che si attiene strettamente alle disposizioni della legge che regola la produzione e la vendita dei sieri e dei vaccini.

Quanto alla questione relativa ai medici condotti, dice che questa istituzione è prettamente italiana e destinata in origine esclusivamente a sollievo dei poveri. Ora si è allargata a tutte le classi dei cittadini del Comune, anche a quelle che hanno mezzi per pagare il medico. Di qui gli inconvenienti lamentati, ad eliminare i quali sarebbe opportuno ritornare alla pura e semplice condotta medica per i poveri.

Quanto alla produzione dei sieri e dei vaccini nota che non è bene proibirla ai Comuni che la curano con tutti i migliori criteri scientifici.

L'oratore crede inoltre che la legge non comporti tale proibizione.

Sulle spese per i dementi, che l'onorevole Buonamici disse assai gravose per le Provincie, nota che la cosa è pur vera, perchè oggi quasi tutti i dementi sono inviati ai manicomi, con grave carico dell'Amministrazione provinciale e con certo danno della salute stessa dei malati, i quali nel contatto con altri dementi non trovano le migliori condizioni di guarigione.

L'oratore crede che, distinguendo i malati tra quelli che vanno curati nei manicomi e quelli che dovrebbero esser curati a domicilio, si faciliterebbe la guarigione e si ridurrebbe considerevolmente la spesa.

VITELLESCHI. Sottopone alcune considerazioni al presidente del Consiglio intorno al controllo e al concentramento delle Opere pie; ed osserva che le numerose forme di controllo e di concentramento hanno limitato l'azione delle opere di beneficenza.

Non basta l'organizzazione della beneficenza per provvedere ai molteplici bisogni della moderna società.

A questi ha provveduto efficacemente un altro ramo della beneficenza, la Congregazione di carità; nota che questa istituzione soffre se è soverchiamente disciplinata e lamenta gli inconvenienti prodotti dall'ultima legge: tanto che la carità privata tende a dileguarsi ed in presenza della nostra autorità burocratica è scomparsa una quantità di beni che prima erano acquisiti alla pubblica carità.

Cita al riguardo alcuni fatti dei quali è stato testimone.

Rileva le difficoltà frapposte dalla legge a che si trovino gli amministratori delle Opere pie. Occorre quindi semplificare il congegno legislativo ed arrestare la corrente di diffidenza che lo ha ispirato.

Conchiude che, confidando nella natura benevola dell'onorevole Fortis e ritenendo che egli abbia accettato la eredità ministeriale senza beneficio di inventario, gli raccomanda l'importante questione.

FORTIS, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Ringrazia il senatore Todaro delle osservazioni fatte in risposta al senatore Maragliano.

Al senatore Vitelleschi risponde ricordando la discussione avvenuta alla Camera elettiva, ove l'oratore disse che la pubblica previdenza non è sufficiente e che un largo campo è ancora riservato alla carità pubblica per lenire tante miserie e tanti dolori.

Non crede sia il caso di far della critica sulle leggi per la pubblica beneficenza.

Volendo osservare in buona fede la legge sulle Opere pie, credo che non si possano trasformare e concentrare quelle che hanno un fine attuale, moderno.

Si augura che la buona tradizione italiana in materia di carità continui e che la fonte non isterilisca. L'azione dello Stato è azione di tutela, non di contrasto, di persecuzione alla volontà dei testatori.

Fa voti che la carità abbia ancora in Italia giorni gloriosi.

VITELLESCHI. Osserva che le imposizioni delle autorità sono spesso in contraddizione cogli statuti delle Opere pie, sicchè gli amministratori non sanno come condursi.

Dichiara che non può essere soddisfatto delle risposte avute dal presidente del Consiglio.

PIERANTONI. Dichiara al senatore Mezzanotte di non aver fatto alcuna censura all'attuale Commissione senatoriale per l'esame dei decreti registrati con riserva. Le sue osservazioni riguardavano solo il passato.

CODRONCHI, relatore. Le risposte che l'onorevole ministro dell'interno ha fatto singolarmente agli oratori abbreviano l'assunto del relatore del bilancio.

Ma, pur ripetendo ciò che ebbe a scrivere nella relazione, deve dir qualche cosa all'onorevole ministro e ad alcuni colleghi.

L'onorevole ministro, rispondendo al senatore Guala, che si preoccupava delle condizioni fatte alla proprietà del sistema attuale di sovraimposta, ebbe a dire parergli che la sede per questa discussione non fosse quella del bilancio.

Eppure la consuetudine è questa e, oltre gli esempi antichi, abbiamo quello recente della Camera dei deputati nella cui relazione sul bilancio dell'interno si parlò appunto delle condizioni tributarie delle Provincie e fino del *referendum*.

La Commissione si è limitata a raccomandare lo studio di una più equa distribuzione dei tributi, e a ricordare non essere giusto, che la proprietà sola sopporti tutte le spese di manicomi, esposti, istituti tecnici, strade, che giovano alle industrie, ai Comuni e alle professioni.

Tolto alle provincie il diritto di sovrimporre la ricchezza mobile, l'ingiustizia si è fatta più stridente.

Questo voto di 62 Provincie, radunate a congresso, la Commissione ha raccomandato al Governo; ed essa fu molto discreta e modesta in confronto di quei tempi, nei quali la discussione de bilancio dell'interno dilagava a tutte le questioni che al Ministero dell'interno si attengono o vi hanno relazione anche lontana.

Il Ministero dell'interno ha l'alta tutela delle Provincie e dei Comuni: ricorda tutte le questioni che si facevano di decentramento e di accentramento, li libertà e di autorità; si era perfino disseppellito il povero arcidiacono Bandini per invocarlo ad ogni piè sospinto, come vindice delle idee decentratrici, di libero scambio,

Soggiunge poi poche parole intorno ad alcune raccomandazioni fatte nel corso di questa discusssione.

Si associa innanzi tutto alla preghiera dell'on. Serena perchè sia approvato l'organico degli archivi di Stato. È lieto della risposta dell'onorevole ministro.

Ma giacchè parla di archivi, non dimentichi, dice, il ministro la raccomandazione che gli ha fatta la Commissione di finanze per una ispezione periodica agli archivi comunali, abbandonati in alcuni luoghi alla negligenza ed alla ignoranza dei Comuni.

La Commissione di finanze non potrebbe poi non raccomandare all'onorevole ministro il desiderio del senatore Levi perchè la legge sulla municipalizzazione sia più regolarmente applicata e perchè sia esaminato se la legge comunale e provinciale abbia bisogno di revisione, specialmente per quanto si riferisce alla rinnovazione dei consiglieri.

Al senatore Astengo, il quale rimproverò al relatore di non aver scritto di tutti i servizi dipendenti dal Ministero dell'interno osserva che lo interruppe ieri, dicendogli che ne aveva discorso nelle relazioni precedenti e non voleva ripetere le cose dette.

L'on. Astengo gli replicò citando il noto adagio che *repetita iuvant:* ma, osserva che quell'adagio deve essere stato inventato o da un maestro di scuola che parlava a scolari di dura cervice o da quel predicatore che non sapeva a memoria che un solo panegirico. Ora qui non vi sono nè pedagoghi, nè scolari, nè predicatori, e l'oratore al suo latino oppone un altro precetto Oraziano: *Pleraque differat, et praesens in tempus omittat.*

Del resto, la maggior parte delle proposte del senatore Astengo importano spese alle quali l'on. ministro ha recisamente dichiarato di non consentire. Non sarebbe stata certamente lieta la condizione che si sarebbe creata la Commissione di finanze se si fosse mostrata più prodiga del ministro. E non era e non è suo compito proporre aumenti di spese; e non è neanche costituzionale che lo faccia il Senato, mentre la Camera non li propone ed a lei spetta, per diritto statutario, la preventiva discussione del bilancio e l'iniziativa delle spese.

Ma, piuttosto, l'on. Astengo da che lamentava che l'oratore non avesse insistito sopra cose dette in cinque precedenti relazioni, avrebbe potuto ricordare qualche altra riforma più radicale e che non importa dispendio, quella del ruolo unico, sulla quale legge alcuni periodi di una precedente sua relazione per l'esercizio finanziario 1902-903.

Raccomanda all'on. ministro quanto ebbe a scrivere allora e gli ricorda anche la necessità di ripristinare i tre ispettori di ragioneria necessari per le ispezioni a Prefetture, Provincie e Comuni; ve ne sono dieci amministrativi: non se ne potrebbero, per non aumentar la spesa, sopprimere due o tre e restituire all'amministrazione i tre ispettori di ragioneria?

Il bilancio raggiunge quasi gli ottantaquattro milioni. Non crede che ci fermeremo. In Italia abbiamo 10,000 guardie di città, mentre ne hanno di più le sole città di Parigi e di Londra. Si dovrà, necessariamente aumentarne ancora il numero e così si sentirà meno frequente il bisogno di ricorrere all'esercito, perchè egli crede indispensabile ricorrervi, per il carattere che hanno preso da poco tempo i disordini, in cui il Governo si trova di fronte alle moltitudini; e bisognerà ricorrervi per risparmiare lo spargimento di sangue, perchè è una superstizione quella di biasimare il soverchio numero di truppe chiamato in servizio di pubblica sicurezza.

Nè, come desidera l'on. Astengo, sarà possibile determinare i casi in cui si può chiedere l'intervento dell'esercito, perchè saranno preveduti cento casi ed al centunesimo, non previsto, il bisogno della truppa sarà più impellente ed indispensabile.

Conchiude esprimendo un voto.

Bisogna che Provincie, Comuni, tutti, cessino dal considerare lo Stato come una potenza finanziaria da sfruttare, quasi come un nemico da combattere.

Se lo farete debole contro di voi, esclama l'oratore, non sarà più forte per difendervi: il rafforzarlo è da noi un bisogno nazionale, perchè lo Stato è l'espressione della nazionalità, è la forma visibile della patria. (Vive approvazioni).

ASTENGO. Osserva al senatore Codronchi che egli non ha proposto nessun aumento di spesa.

Ha chiesto solo il miglioramento di alcuni servizi dipendenti dal Ministero dell'interno.

Nota che gli ispettori sono stati raddoppiati, non ostante le osservazioni fatte altra volta dalla Commissione di finanze. Concorda poi nel concetto del ruolo unico, che riconosce utile e giusto.

Quanto a determinare i casi nei quali debba essere chiamato l'esercito per la tutela dell'ordine pubblico, afferma di non averne mai parlato nel senso attribuitogli dal senatore Codronchi.

CARCANO, ministro del tesoro. Rispondendo ieri al senatore Mezzanotte sul modo di ripartire il carico delle sovrimposte provinciali, non sapeva che anche il senatore Guala avesse parlato della stessa questione.

Ora sente il dovere di ringraziarlo e dichiara di riconoscere tutta l'importanza del problema.

Quanto alla sperequazione avvenuta per la cessazione del diritto alle provincie di attingere cespiti alla ricchezza mobile, accennata dal relatore, dichiara che ne farà tema di studi.

Intanto esprime l'avviso che non è possibile tornare al sistema addizionale dell'imposta di ricchezza mobile, precipuamente perchè è mutato lo stato di fatto per ciò che riguarda l'accertamento di quell'imposta.

Il Governo si occupa della questione e confida di poter fra breve presentare proposte al Parlamento.

FORTIS, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Tiene a dichiarare che prenderà nella massima considerazione le osservazioni del relatore e specialmente quella relativa al ruolo unico.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Si procede alla discussione dei capitoli.

DI SAN GIUSEPPE, segretario. Ne dà lettura.

Senza discussione si approvano i primi centoundici capitoli.

DURAND DE LA PENNE. Al capitolo 112 ricorda un ordine del giorno approvato dal Senato per invitare il Governo a presentare entro l'anno, una proposta di legge relativa alla riforma del sistema carcerario in rapporto al nuovo Codice penale.

Domanda quali siano i propositi dell'attuale ministro.

LEVI. Accenna alle condizioni degli stabilimenti carcerari e specialmente a quello di Napoli, che non corrispondono alle esigenze della espiazione delle pene comminate dal Codice penale e chiede quali siano gl'intendimenti del Governo in proposito.

FORTIS, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Al senatore Durand de la Penne, osserva che il Governo non è più in tempo a mantenere la promessa nell'epoca prefissa.

Assicura però che s'interesserà della questione e promette che provvederà.

Quanto alla riforma dello stabilimento penale di cui ha parlato il senatore Levi, dice che ha chiesto i mezzi al ministro del tesoro per costruire nn nuovo carcere a Napoli, che contenga almeno 2000 persone. Per gli altri stabilimenti penali, che sono in condizioni deplorevoli, assicura che a tempo più opportuno il Governo non mancherà di richiedere i fondi necessari al Parlamento.

Il capitolo 112 è approvato nella somma di L. 1,222,591.60.

Senza discussione si approvano i capitoli da 113 a 161, ultimo del bilancio, e i riassunti per titoli e per categorie.

L'articolo unico del disegno di legge è rinviato a scrutinio segreto.

Discussione del disegno di legge: « Stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, per l'esercizio finanziario 1905-906 » (N. 82).

TAVERNA, segretario. Dà lettura del disegno di legge.

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione generale.

CARCANO, ministro del tesoro. Nota che nella relazione della

Commissione di finanze sono, con la usata autorità e competenza, fatte alcune osservazioni che possono distinguersi in due gruppi: quelle relative alla Cassa depositi e prestiti e quelle relative alla prescrizione dei biglietti di Banca.

Dichiara che terrà nel massimo conto le osservazioni del relatore circa alcuni servizi della Cassa dei depositi e prestiti, specie circa i mutui a comuni e provincie, e sarà sua cura di studiare le questioni sulle quali fu richiamata la sua attenzione, con l'intento di poter adottare provvedimenti che rispondano ai voti manifestati dall'onorevole relatore.

Quanto alla prescrizione dei biglietti di Banca, per la quale il relatore invoca maggiori riguardi a favore dei detentori, dichiara che non dissente dal fine indicato, che cioè i detentori dei biglietti medesimi, specialmente appartenenti ai Banchi di Napoli e di Sicilia, possano ancora ottenere il cambio per il termine indicato nella relazione della Commissione di finanze, e cioè fino al 1° luglio 1907.

VACCHELLI, relatore. Ringrazia il ministro delle cortesi risposte, ma non può consentire nelle dichiarazioni fatte dallo stesso ministro circa il ritiro dei biglietti di Banca in corso di prescrizione.

Ripete quanto ha scritto in proposito nella sua relazione e sostiene che in corrispondenza delle originarie cautele prudenziali delle leggi del 1893 e del 1896 non si dovrebbe accertare la prescrizione prima del 31 dicembre 1907.

Vorrebbe pertanto che intervenisse una disposizione legislativa per far continuare il pagamento di questi biglietti specialmente di quelli del Banco di Napoli e del Banco di Sicilia.

CARCANO, ministro del tesoro. Dimostra che non vi è divergenza sostanziale tra il suo pensiero e quello del relatore e ripete che è completamente d'accordo con la Commissione di finanze.

VACCHELLI, relatore. Ringrazia.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Si procede alla discussione dei capitoli.

TAVERNA e FABRIZI, segretari, ne danno lettura.

Senza discussione si approvano i capitoli da 1 a 38.

MASSARUCCI. Al cap. 39 chiede che siano sollevati dal peso della ricchezza mobile gli assegni ai superstiti delle patrie battaglie.

CARCANO, ministro del tesoro. Prega il senatore Massarucci di non esigere una risposta precisa, giacchè non crede convenga introdurre trattamenti eccezionali in fatto di imposte e creare privilegi, in vista delle conseguenze che essi potrebbero avere.

MASSARUCCI. Nota che non si tratta di creare un privilegio, ma di toglierne uno che esiste, in senso inverso ed ingiustamente, a danno dei poveri veterani.

Il capitolo 39 è approvato nella somma di L. 2,000,000:

Senza discussione si approvano i capitoli da 40 a 85.

CEFALY. Sul capitolo 86 richiama l'attenzione del ministro sul bisogno che si risente nel commercio di una nuova moneta, quella cioè del mezzo soldo, della quale accenna i vantaggi, specialmente per l'uso della povera gente.

CARCANO, ministro del tesoro. Dimostra che le obbiezioni sono più numerose delle ragioni a favore della proposta fatta dal senatore Cefaly; per conseguenza non può dichiarare di accoglierla.

CEFALY. Ringrazia il ministro della sua risposta e constata che le ragioni contrarie alla monetazione del mezzo soldo non sono tali da far ritenere che egli abbia parlato invano.

CARCANO, ministro del tesoro. Replica osservando che ove si adottasse il mezzo soldo desiderato dal senatore Cefaly si danneggerebbe anzichè avvantaggiare la povera gente, perchè molti generi verrebbero subito aumentati del mezzo centesimo.

Il capitolo 86 è approvato nella somma di L. 41,390.

Senza discussione si approvano i capitoli da 87 a 111.

CARTA-MAMELI. Al capitolo 112, domanda se il ministro sia disposto a sospendere la stampa dei biglietti da cinque lire, dei quali dice i difetti e la bruttura.

Aspetta che il ministro gli dia un'assicurazione in proposito, con tanto maggiore interesse, inquantochè si dice che si stanno presentemente stampando anche dei biglietti da dieci lire del medesimo genere, che è la negazione di quel gusto artistico, il quale è il più sacro, e dovrebbe essere il più geloso, patrimonio degli italiani.

VISCHI. Raccomanda al Governo che per l'avvenire sia più guardingo nell'accettare tipi di biglietti contrari ad ogni senso artistico, come quelli messi ora in circolazione.

CARCANO, ministro del tesoro. Conviene che un errore vi sia, ma esso è nato, più che dal disegno, dal modo come il biglietto fu stampato.

Dichiara che la sostituzione si farà al più presto possibile.

Intanto ha fatto sospendere la tiratura dei biglietti da dieci lire (Bene).

Esprime infine il dubbio che l'officina carte-valori non corrisponda pienamente ai suoi fini.

Il capitolo 112 è approvato nella somma di L. 23,000.

Senza discussione si approvano i capitoli 113 a 165 ultimo del bilancio, i riassunti per titoli e per categorie ed i cinque articoli del disegno di legge.

Rinvio allo scrutinio segreto del disegno di legge: « Convalidazione dei decreti Reali coi quali furono autorizzate prelevazioni di somme dai fondi di riserva per le spese impreviste per l'esercizio finanziario 1904-905 » (N. 63).

DI SAN GIUSEPPE, segretario. Dà lettura dell'articolo unico del disegno di legge, che è rinviato, senza discussione, allo scrutinio segreto.

La seduta termina alle 18.

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO - Venerdì, 12 maggio 1905

Presidenza del presidente MARCORA.

La seduta comincia alle 14.5.

ROVASENDA, segretario, legge il processo verbale della tornata di ieri, che è approvato.

PRESIDENTE. Ha chiesto un congedo l'on. Fusco.

(È conceduto).

Interrogazioni.

BIANCHI, ministro dell'istruzione pubblica, risponde agli onorevoli Merci, Rosadi, Pandolfini e Pucci che interrogano « per conoscere quando intenda presentare alla Camera il disegno di legge per la ratifica della Convenzione, già sottoscritta da molto tempo, fra l'onorevole ministro ed i rappresentanti della Provincia, del Comune e dell'Istituto di studi superiori di Firenze, Convenzione che ha per oggetto un contributo straordinario ed un maggiore contributo annuo per parte dello Stato a favore dell'Istituto stesso ».

Assicura che il disegno di legge sarà presentato dopo l'approvazione del bilancio della pubblica istruzione.

MERCI prende atto delle assicurazioni del ministro, rileva l'importanza dell'Istituto superiore e parla dell'istituzione dell'Istituto fototerapico.

BIANCHI, ministro dell'istruzione pubblica, risponde all'on. Mel che interroga « per sapere se e quando intenda presentare un disegno di legge per la erezione in Roma di un monumento nazionale a Dante Alighieri ».

Intendendo che il monumento sia degno del maggior genio dell'umanità, crede opportuno rimettere la presentazione del disegno di legge relativo al momento in cui le condizioni della finanza consentano di darvi immediata esecuzione.

MEL deplora che si rimandi alle calende greche l'adempimento di un altissimo dovere nazionale.

Seguito della discussione del bilancio degli affari esteri.

LIBERTINI GESUALDO desidera sapere se il ministro possa dare assicurazione che, dopo le convenzioni anglo-francesi del 14 giugno 1898 e 21 marzo 1899, nessun fatto nuovo sia intervenuto in Tripolitania, che valga a compromettere sempre più la riconosciuta influenza italiana in quella regione, non ritenendo esaurienti le dichiarazioni da lui fatte in argomento al Senato. L'azione della Francia nell'*hinterland* tripolino non gli sembra dubbia e quindi esorta il Governo ad esercitare su quell'azione la più oculata vigilanza e a fare qualche affermazione dei diritti dell'Italia su quella regione.

Dissentendo poi dai concetti ieri manifestati dall'on. Maggiorino Ferraris, sostiene che la Tripolitania ha per il nostro paese un'importanza politica, economica e commerciale indiscutibile.

GALLI, rilevando alcuni confronti fatti ieri dall'on. Maggiorino Ferraris tra la città di Venezia e la città di Genova, osserva come pur troppo ben poco finora abbia fatto lo Stato per quest'ultima città, che diede tante prove di feconda laboriosità e che ne dà ancora, svolgendo ogni sua risorsa; tanto che del quinto posto che occupava tra i porti d'Italia, si è elevata al secondo.

E ritiene doversi considerare ugualmente pel bene della patria, tutte le parti che questa compongono.

Domanda poi al ministro che cosa intenda di fare l'Italia per risolvere la questione di Candia, rilevando che dall'attuale stato della questione medesima è in gran parte responsabile l'attitudine delle grandi potenze di cui le molte promesse furono per Creta altrettante disillusioni. E si augura che soldati stranieri non siano mandati a reprimere il patriottismo della popolazione candiota (Commenti).

La questione di Creta, d'altronde, si rannoda a quella del Mediterraneo che si fa più importante ogni giorno, come ha dimostrato anche recentemente l'intervento diretto della Germania nelle faccende del Marocco; e l'Italia farà bene a dimostrare coi fatti che essa intende rimaner fedele, anche a Creta, a quei sentimenti pei quali potè risorgere a dignità di nazione (Bene).

Presentazione di disegni di legge e di relazioni.

CARCANO, ministro del tesoro, presenta i seguenti disegni di legge:

uno per convalidazione di decreti per prelevamenti dal fondo di riserva;

tre per aumenti e diminuzioni di stanziamenti nei bilanci del tesoro, delle finanze e degli esteri per l'esercizio 1904-905;

uno per aumento di un milione al fondo di riserva per le spese obbligatorie;

uno per concedere facoltà agli Istituti di emissione di anticipare una rata di sovraimposta alle Provincie;

ed una nota di variazioni nello stato di previsione dell'entrata per il 1905-906.

FALCONI GAETANO presenta la relazione sulla domanda di autorizzazione a procedere in grado di appello contro il deputato De Felice-Giuffrida.

Seguita la discussione del bilancio degli affari esteri.

GUICCIARDINI nota che intorno agli obiettivi precipui della politica estera dell'Italia c'è ormai concordia di vedute nei partiti costituzionali; ma non può nascondere che per raggiungere questi obiettivi l'azione diplomatica dell'Italia si è mostrata alcune volte deficiente.

Accennando alla Tripolitania, ammette che non convenga essere troppo ottimisti, specie dopo che fu aperto il Niger alla navigazione, sui risultati economici di una eventuale occupazione; ma non conviene nemmeno dimenticare da una parte che a Tripoli converge il commercio di una ricca parte dell'interno; e dall'altra che l'Italia, per ragioni strategiche e politiche, non potrebbe rimanere indifferente dinanzi ad ipotesi di altri interventi.

A questo proposito dichiara di prendere atto con grande compiacimento di precise smentite che il Governo ha potuto dare a voci recenti di concessioni a Tripoli per parte della Turchia, ma dubita che quelle smentite possano rappresentare per gli interessi italiani una assoluta guarentigia; onde chiede al ministro se e quale efficacia possano avere anche per l'avvenire gli accordi che in argomento esistono con la Francia e con l'Inghilterra.

Raccomanda che l'azione e l'influenza dell'Italia si svolgano nella Tripolitania in maniera meno irresoluta e che ivi siano favorite le iniziative dei nostri commerci e delle nostre industrie; poichè se l'Italia non potesse o non volesse iniziare essa stessa quest'azione, non dovrebbe indefinitivamente impedirla ad altri, con detrimento stesso di quella regione e con offesa al progredire della civiltà.

Quanto alle questioni che si riferiscono alla penisola Balcanica, nota che l'accordo austro-russo non ha raggiunto, in Macedonia, lo scopo che si proponeva e crede perciò giunta l'ora di un'azione collettiva di tutte le grandi Potenze firmatarie del trattato di Berlino; e confida che in quest'azione il Governo non dimenticherà i diritti e gl'interessi dell'Italia.

Il ministro disse l'anno scorso che il programma dell'Italia era nei Balcani il mantenimento dello *statu quo* e lo sviluppo delle autonomie nazionali.

Ma questo programma - dice - non si può svolgere senza tre condizioni: modificare le circoscrizioni a beneficio dell'Albania; riconoscere all'Albania il diritto alle scuole nazionali; preparare nell'Albania le riforme amministrative.

Chiede la pubblicazione di un *Libro Verde* intorno agli affari della Somalia settentrionale, dichiarando intanto di essere soddisfatto della situazione che si è creata con gli accordi col Mad-Mullah; e quanto alla Somalia meridionale, invita il Governo a garantire in modo efficace l'Italia da possibili dolorose sorprese.

Per ultimo accenna alla questione di Candia, lamentando che le grandi potenze siansi mostrate in parecchie cose imprevidenti, e invitando il Governo a non dimenticare, anche in questo frangente, la suprema idealità della pace in Europa. (Approvazioni — Congratulazioni).

TURCO segnala le benemerenze e le nobili tradizioni del Collegio italo-albanese di Sant'Adriano, raccomandando al ministro di provvedere in modo adeguato al suo mantenimento e al suo sviluppo, trasformandolo in una scuola internazionale. Ritiene poi che questo Collegio debba considerarsi come legittimo erede del Collegio basiliano dei greci in Roma (Benissimo).

Presentazione di disegni di legge.

FERRARIS CARLO, ministro dei lavori pubblici, presenta i disegni di legge:

Piantagioni lungo le strade comunali, provinciali e nazionali (già approvato dal Senato);

Concessione di un nuovo termine ai comuni della provincia di Porto Maurizio per l'esecuzione nei rispettivi piani regolatori e autorizzazione al comune di Porto Maurizio di variare il proprio piano regolatore con relativo contributo.

Seguito della discussione del bilancio degli esteri

SANTINI si compiace che la politica estera attraversi da qualche tempo un periodo di vicende più liete e che si vada ormai perdendo la memoria di eventi funesti per il nome italiano, come quelli che immediatamente seguirono Adua (Commenti).

Crede che la insufficienza della nostra politica estera per il passato fosse dovuta in gran parte alla deficienza dei mezzi militari ed è quindi lieto che il Governo abbia ora presentato adeguate proposte di aumenti.

Riguardo alle questioni della Tripolitania, del Somaliland e del Benadir, si associa in gran parte alle osservazioni fatte dall'on. Guicciardini.

Quanto alla politica di penetrazione, osserva che essa si può fare specialmente con le scuole e che non se ne devono escludere associazioni benemerite come quella diretta dal Bonomelli (Commenti).

Rileva i benefici effetti che sulla nostra politica estera potrà esercitare il recente Congresso di Venezia; ma raccomanda al Go-

verno di non dimenticare che non sono scomparse le cause che possono turbare la pace, e di premunirsi contro tutte le eventualità.

Venendo alla questione balcanica, nota che se possiamo compiacerci della condotta tenuta dai nostri ufficiali nel riordinamento della gendarmeria in Macedonia, non possiamo però approvare la condizione di cose che, contro ai principî della civiltà, si mantiene in quei paesi.

A coloro che condannano come improduttive le spese militari fa osservare che è soltanto alla virtù di queste spese che noi dobbiamo il mantenimento della pace.

Circa la questione cretese non può convenire con l'on. Galli, essendo sua ferma convinzione che l'annessione di Creta alla Grecia potrebbe determinare lo scoppio di quella conflagrazione europea che da tutti è temuta. (Commenti).

Conclude dicendo che l'opera del ministro degli esteri ha bisogno di essere rafforzata dall'accordo patriottico di tutte le parti della Camera, ma più specialmente dalla concessione di quei mezzi finanziari senza cui non si può fare politica efficace.

Manda un saluto alla diplomazia italiana, segnalandone le grandi benemerenze. (Approvazioni).

TITTONI, ministro degli esteri, (Segni di attenzione) comincia encomiando l'importante relazione dell'on. De Marinis, le cui osservazioni trova degne della massima attenzione, pur non condividendone alcuni apprezzamenti.

Si limiterà per ora alle questioni di indole generale, rimettendo le altre ai capitoli.

E quanto alle maggiori spese militari di cui si è occupato l'on. Maggiorino Ferraris, dichiara che la nostra situazione internazionale è ora quale era l'anno scorso, epperò tali maggiori spese non debbono essere interpretate come un mutamento del nostro indirizzo politico o dar luogo ad allarmi ingiustificati. Ma senza un buon esercito ed una buona armata non si può fare una politica estera qualsiasi.

Fautore convinto di una politica di pace, il Governo italiano sente il dovere di non lasciare inerme nè impreparato il paese, pure essendo fermamente persuaso che bisogna evitare qualunque politica di avventure.

Alludendo a quanto l'on. Ferraris Maggiorino disse, che un ministro degli esteri non deve andare alla ricerca di successi personali, dichiara di consentire con lui ed assicura di aver sempre informata la propria azione alla maggiore serietà unita alla maggiore schiettezza e sincerità. (Approvazioni).

Ritiene che la Camera e il paese debbano essere informati, appena sia possibile, dei fatti della nostra politica estera e promette che pubblicherà sollecitamente Libri Verdi relativi alla Macedonia, alla Somalia settentrionale e al Benadir, seguendo il giusto suggerimento degli onorevoli Guicciardini e Fracassi.

Sulla questione della Tripolitania e della Cirenaica, ricordando le sue dichiarazioni in Senato, riconosce degne di studio molte delle idee svolte nel corso di questa discussione, e soprattutto il concetto di curare l'incremento degli interessi economici in quella regione, perchè la penetrazione economica è il presupposto e la preparazione di una legittima e proficua azione politica. (Bene).

All'on. Ferraris dichiara che nella spesa pei presidi in Cina si sono introdotte sensibili economie con un apposito disegno di legge che, approvato dalla Camera, è ora innanzi al Senato.

All'on. Galli che ha sollevato qui la questione di Creta, osserva come lo stesso Governo greco abbia riconosciuto per ora impossibile e pericolosa l'annessione dell'isola di Creta.

L'Italia procede in questa questione d'accordo con la Francia, con l'Inghilterra e con la Russia e pendono in proposito trattative. Intanto ha inviato colà due navi al solo scopo di poter rinforzare il nostro contingente che è minore di quello delle altre nazioni e per la eventuale protezione dei nostri ufficiali e sottufficiali della gendarmeria cretese.

All'on. Artom, che ha parlato della Triplice alleanza, osserva che il criterio della perfetta uguaglianza e reciprocità informa i nostri patti con le Potenze centrali. Certamente la Triplice alleanza non ci può autorizzare a trascurare il nostro armamento, chè un alleato disarmato non avrebbe più valore; ma essa è stata ed è massima garanzia di quella politica di pace che l'Italia ha da tempo adottata.

Questa politica di pace ebbe la sua conferma nella recente restituita visita del ministro del vicino Impero, col quale sono rimasti inalterati i nostri migliori rapporti di amicizia ed alleanza.

Per quel che riguarda la Macedonia, trova alquanto pessimisti gli apprezzamenti dell'on. Guicciardini sull'opera degli agenti civili, i quali, attraverso grandi difficoltà hanno ottenuto risultati che si potevano desiderare maggiori, ma che non sono certamente trascurabili.

Accenna poi agli eccellenti risultati già ottenuti colla riorganizzazione della gendarmeria internazionale e ne prende occasione per elogiare l'opera preziosa del generale De Giorgis e quella lodevolissima dei nostri ufficiali che nel *vilayet* di Monastir rendono così segnalati servigi alla causa dell'ordine e della civiltà.

In modo particolare espone l'opera recentissima delle Potenze per la riorganizzazione finanziaria dei *vilayets* macedoni e per la istituzione del controllo finanziario europeo. È lieto poi di annunciare che il Governo austriaco è di accordo col Governo italiano nel ritenere che i distretti prevalentemente albanesi, ora aggregati ai *vilayets* della Macedonia, dovranno, appena sia possibile, essere riuniti agli altri distretti albanesi. (Benissimo).

Ciò vale a dimostrare quanta lealtà informi la condotta reciproca dei due Governi, anche in rapporto con le aspirazioni albanesi. (Benissimo — Vive approvazioni). L'oratore conclude sperando che a questi risultati di una politica estera che il Parlamento ebbe già ad approvare in passato la Camera vorrà dare anche questa volta il suo voto favorevole. (Vivissime approvazioni — Applausi).

FERRARIS MAGGIORINO parla per fatto personale. Si scagiona da allusioni fatte all'opera sua come ministro dall'on. Galli, rilevando come egli secondasse semplicemente i voti dei deputati veneti.

GALLI chiarisce il suo pensiero sull'argomento.

DE MARINIS, relatore, richiama l'attenzione della Camera e del Governo sulla necessità e sulla urgenza, già segnalata nella relazione, di una riforma dei servizi e delle carriere del Ministero degli esteri, e si manifesta per conto suo fautore del sistema della carriera unica.

Accenna anche ad alcuni difetti della carriera diplomatica e di quella consolare ed alla necessità di eliminare alcuni elementi impari agli ardui e importanti uffici.

Si intrattiene sulle scuole italiane all'estero, delle quali raccomanda la massima diffusione, osservando che esse sono di grande utilità alle nostre colonie, ne mantengono vivi il sentimento nazionale e saldi i vincoli colla madre patria, e sono un prezioso strumento per la nostra penetrazione civile e commerciale. Si augura che sia possibile aumentare gli stanziamenti relativi.

Rammenta poi, a cagion di onore, l'opera patriottica della Società « Dante Alighieri », compiacendosi dell'appoggio che a questa benemerita Associazione concede il ministro degli esteri.

Dichiara, rispondendo all'on. Ferraris, che non ha mai pensato ad occupazioni nell'Estremo Oriente; raccomanda però vivamente al Governo di coltivare e di promuovere colà i nostri interessi commerciali che due anni prima della guerra russo-giapponese soltanto con la Cina erano giunti tra esportazioni ed importazioni ai cento milioni.

Nota poi che la espansione della civiltà assume la forma della espansione coloniale ed afferma che nel nuovo campo ora aperto nell'Estremo Oriente all'attività mondiale si combatteranno le lotte per la egemonia economica, politica e civile.

È quindi evidente come a questo grandioso e universale movi-

mento l'Italia non possa sottrarsi, se non vuole chiudersi in modo irreparabile le vie dell'avvenire.

Circa i nostri possedimenti africani, osserva che, dopo un periodo di impreparazione e di errori, si apre ora un periodo di tranquillità e di azione efficace e feconda.

Confida esser prossimo il giorno in cui questi possedimenti nostri basteranno a sè stessi senza gravare in modo alcuno il nostro bilancio.

Accenna quindi al nuovo indirizzo da darsi al Benadir, in seguito all'accordo col Mullah.

Accenna ad un migliore assetto della Somalia del Nord e ad alcuni provvedimenti urgenti, come la costruzione di un faro al Capo Guardafui e l'assegnazione di un presidio allo stesso Capo Guardafui e ad Allula.

Nell'Eritrea abbiamo ora una ricca rete stradale ed anche una linea ferroviaria, che giunge a Ghinda, ed è bene prolungarla al più presto fino ad Asmara ed oltre.

Dimostra che le entrate della colonia sono ormai sufficienti a tutti i servizi dell'amministrazione civile.

Consiglia tuttavia di proceder cauti nelle nuove spese e nella assunzione di nuovo personale. Insiste sulla necessità di promuovere con ogni cura l'incremento dell'agricoltura della colonia; e, in conformità di quanto si fa dagli altri paesi, consiglia un serio ordinamento di credito coloniale e la istituzione di un'apposita Banca.

Raccomanda infine che non si perda di vista la questione del littorale del Mar Rosso di fronte all'Eritrea, dove in questo momento la popolazione indigena si è ribellata alla Turchia, e dove non sarebbe certo conveniente per noi una occupazione da parte di un'altra potenza. Ivi l'Italia potrebbe ottenere veramente prodotti coloniali.

Raccomanda altresì che non si trascuri una buona preparazione agli avvenimenti che potrebbero sorgere in Abissinia nella eventualità della morte del Negus.

Sulla questione di Tripoli, della quale l'oratore pel primo si occupò nella Camera, confida che, come ebbe a dichiarare in Senato il presidente del Consiglio, non abbiano a ripetersi i fatali errori del passato.

Di fronte all'infiltrazione anglo-maltese, all'infiltrazione francese, alla stessa recente penetrazione tedesca, l'oratore nota: non dobbiamo adagiarci sulla fiducia dell'accordo colla Francia e colla Inghilterra, *lamentando che per ottenerli* siasi da noi troppo affrettatamente rinunziato ad ogni idea di penetrazione pacifica nel Marocco, ove l'Italia aveva già splendide tradizioni.

Crederebbe almeno opportuno che circa i precisi termini di questi accordi il Parlamento e il paese siano più esattamente illuminati, perchè l'intesa fra l'Inghilterra e la Turchia per la Cirenaica potrebbe dar luogo a non giustificate dubbiezze.

Ricorda anche alcune dichiarazioni fatte nel Parlamento inglese, dalle quali potrebbe sorgere il convincimento che l'Inghilterra non vedrebbe con troppa simpatia la nostra espansione nella Tripolitania.

Rammenta l'accordo coloniale franco-inglese, fatto a nostra totale insaputa nel 1903, e che non può essere indifferente pei nostri interessi mediterranei.

Accenna anche a progetti di comunicazioni ferroviarie fra l'Egitto e la Cirenaica e ad altri fatti che lasciano supporre tutto un piano di penetrazione Non vuole essere pessimista, nè intende consigliare perigliose avventure. Confida tuttavia che il Governo saprà con prudenza, ma in pari tempo con fermezza, tutelare i nostri interessi e mantenere impregiudicate le nostre ragioni.

Chiede poi se sia vero ciò che è stato detto nell'altro ramo del Parlamento, che l'accordo fra l'Inghilterra e la Francia per l'*hinterland* tripolitano fosse stato conosciuto in precedenza alla Consulta.

L'oratore crede che tale accordo sia stato improvviso e non potesse perciò essere conosciuto in precedenza. Se diversamente fosse, grave sarebbe la responsabilità di chi allora reggeva la nostra politica estera.

Si augura che questo allarme, che l'oratore porta alla Camera per la questione dei nostri interessi mediterranei, non rimanga infruttuoso; ma che il Governo, il Parlamento, il paese si convincano che solo una attenta continua e vigile azione diplomatica può risparmiarci in avvenire amare delusioni ed irreparabili danni (Vivissime approvazioni — Commenti — Moltissimi deputati si congratulano con l'oratore).

Interrogazioni e interpellanze.

CIRMENI, segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede d'interrogare l'onorevole ministro degli affari esteri per conoscere se la Convenzione riguardante il riconoscimento delle Società anonime inglesi operanti in Italia, sottoscritta a Firenze il 26 novembre 1867, fu mai denunziata e se nulla sia intervenuto a modificarne gli effetti.

« Montagna ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro dei lavori pubblici per sapere perchè abbia sospesa la prima parte dell'art. 16 del regolamento di polizia stradale, e se non creda opportuno emanare d'accordo severe disposizioni intese a richiamare i conduttori di automobili e di motociclette all'osservanza dei regolamenti che ne disciplinano la andatura in città.

« Santini ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro delle finanze per sapere se e quando intenda di provvedere alla sorte degli impiegati sussidiari degli uffici esecutivi demaniali.

« De Tilla ».

« Il sottoscritto interroga il ministro delle finanze per sapere se e quando voglia provvedere alla sistemazione del personale d'ordine straordinario del catasto.

« De Tilla ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare l'onorevole ministro degli interni per conoscere se e quali provvedimenti intenda prendere di fronte alla crisi che colpisce gli spedali civili di Roma.

« Cavagnari ».

« I sottoscritti chiedono di interrogare il ministro di agricoltura, industria e commercio per sapere quando intenda presentare alla Camera un disegno di legge sulle Casse di maternità e quelle altre proposte studiate e formulate già da dodici mesi dal Consiglio superiore del lavoro per rendere finalmente applicabile la legge sul lavoro delle donne e dei fanciulli.

« Cabrini, Rigola, Rondani,
Calvi, Zerboglio, Bissolati,
Chiesa ».

« I sottoscritti chiedono d'interrogare il ministro d'agricoltura, industria e commercio per sapere se egli non creda, per ragioni di equità, necessaria una sospensione per quest'anno dell'applicazione dei divieti contenuti negli articoli 31 (I) e 31 (VI) del R. decreto 8 maggio 1904, n. 176.

« Gavazzi, Rubini ».

« Il sottoscritto interpella l'onorevole ministro d'agricoltura, industria e commercio sulle condizioni attuali della Sardegna, e sui suoi propositi per venire in aiuto della sua agricoltura e del suo commercio.

« Pala ».

La seduta termina alle 18.50.

DIARIO ESTERO

Il Governo francese fa annunziare la prossima pubblicazione di un *Libro giallo*, contenente i documenti sulla neutralità e ciò per scagionarsi dalle accuse rivoltegli dal Giappone e dimostrare come da Parigi furono emanati tutti gli ordini necessari alle autorità coloniali per conservare integra la neutralità secondo il punto di

vista francese, che non s'accorda molto con quello delle Potenze insulari.

Non sappiamo se tale pubblicazione varrà a dissipare le nubi ancora esistenti sull'orizzonte: certo è che ieri il ministro del Giappone a Parigi, sig. Motono, ha creduto necessario di avere un altro colloquio col ministro Delcassé. Questo colloquio ebbe la durata di un'ora, ma se ne ignora completamente la sostanza.

Sui sentimenti del Giappone riesce perciò interessante il seguente dispaccio, che riceve il *Times* da Tokio, 11:

« La stampa giapponese nega di aver nutrito qualsiasi sentimento ostile verso la Francia, che essa considera sempre con benevolenza ed ammirazione, e che mai è disposta a considerare come nemica. La stampa dichiara che il Giappone non teme la flotta russa. Esso attende con calma e fiducia l'avvenire, desiderando che avvenga presto la battaglia navale, in modo che la guerra possa entrare in una nuova fase. Ma, pur tenendo conto della situazione delicata della Francia, il Giappone è costretto a considerare anche le necessità della sua difesa nazionale. Esso non può trascurare la considerazione che il fattore più inquietante per la flotta russa è la mancanza di una base navale nelle acque dell'Estremo Oriente. Ora questo fattore è scomparso, grazie alla larghezza straordinaria con cui la Francia ha interpretato i doveri della neutralità.

« Il Giappone ha quindi veduto stabilirsi una base navale russa alle sue porte. Così i russi hanno ottenuto un enorme vantaggio, e si è nello stesso tempo recato danno irreparabile alla causa del Giappone. Se ciò continuasse, il Giappone, benchè poco disposto ad allargare il terreno delle ostilità o a nuocere all'accordo franco-inglese, da esso approvato cordialmente, dovrebbe necessariamente fare appello alla Potenza alleata e chiederle aiuto contro una combinazione che cambia tutto l'aspetto del conflitto.

« Secondo le ultime notizie, Rodiestvenski, il 6 maggio si trovava ancora nell'interno di una baia dell'Indocina ».

* * *

Alcuni giornali francesi, volendo scusare l'opera delle autorità *coloniali* del Madagascar e dell'Indocina, dicono che anche il Governo olandese fece lo stesso a favore della flotta giapponese, permettendole di soggiornare sulle coste delle Indie neerlandesi e di approvvigionarsi in quelle acque prima che vi fosse giunto il Rodjestwenski. Un dispaccio da Amsterdam dice che la stampa locale protesta contro tale affermazione, assicurando che mai la squadra giapponese soggiornò sulle coste coloniali olandesi.

* * *

L'attuale conflitto franco-giapponese per la neutralità ed il fatto che, a causa dell'accordo anglo-francese, l'Inghilterra non ha dato al Giappone tutto l'appoggio che questo credeva di dovere avere, hanno generata negli uomini di Stato giapponesi la persuasione che la cambiata posizione strategica e politica rende l'alleanza coll'Inghilterra virtualmente inefficace. Siccome la rinnovazione di quest'alleanza deve avere luogo quest'anno, un Consiglio è stato tenuto per esaminare le questioni seguenti:

1. Se delle clausole relative all'integrità della Corea e della Manciuria devono esistere; 2. L'esclusione dell' India dalle sfere per cui il Giappone può essere obbligato in base al trattato; 3. Lo stato dell'opinione pubblica inglese e l'impossibilità eventuale per un Ministero liberale di mantenere le promesse del trattato; 4. Che cosa l'Inghilterra offrirà in cambio di una nuova alleanza che ora al Giappone non è imperiosamente necessaria per combattere la politica della Russia in Estremo Oriente.

Il principio della rinnovazione, secondo dispacci da Tokio, è stato ammesso. Il nuovo trattato comprenderebbe una nuova politica ben definita per quanto concerne l'avvenire della Corea e della Manciuria.

* * *

Circa gli avvenimenti nell'Arabia, il *Temps* ha da Costantinopoli, 10:

« Il Sultano ha deciso la formazione di una Commissione superiore per le riforme da attuarsi nello Yemen, ed essa probabilmente sarà presieduta da Abeddin pascià, giunto a Costantinopoli lunedì, per ordine del Sultano. Assicurasi che, con la capitolazione di Saaua, gli insorti si siano impadroniti di 30 cannoni, 20 mila fucili ed una considerevole quantità di munizioni. Da Prevesa (Albania) sono giunti ad Hodeida otto battaglioni di rinforzo; Riza pascià, che comandava le forze turche, è stato sostituito dal maresciallo Ahmed Fezi pascià ».

* * *

In seguito all'annullamento del primitivo trattato fra l'Inghilterra ed il Tibet, sottoscritto senza il consenso della Cina, a Pekino se ne è redatto un altro che contiene 15 articoli. Eccone i principali:

1° Il Tibet sarà messo sotto il protettorato della Cina e dell'Inghilterra.

2° Il Governo del Tibet è autorizzato a promuovere o destituire i suoi ufficiali.

3° Il Tibet, di concerto con la Cina, si occuperà delle finanze, dell'amministrazione e di tutti gli affari locali.

4° I tibetani possono vendere o affittare le loro proprietà.

5° Rimane soppresso il trattato del 1893.

S. M. il Re a Grosseto

S. M. il Re, stamane alle 7, è partito per Grosseto per assistervi alla inaugurazione della Mostra zootecnica.

S. M. farà ritorno in Roma nella serata d'oggi.

Da Grosseto si telegrafa:

Il tempo è semicoperto. La città è imbandierata ed animatissima in attesa dell'arrivo di S. M. il Re. Da iersera i treni riversano nella città numerosissimi abitanti dei paesi circonvicini; le musiche percorrono le vie.

Il Corso, pel quale passerà il Re nel recarsi al municipio, è ornato di festoni e di archi. A tutte le case sono esposti tappeti ed arazzi alle finestre.

Il piazzale esterno della stazione è tenuto sgombro dalla folla. La sala della stazione, nella quale sosterà S. M. il Re per le presentazioni delle autorità, è decorata con fiori e piante. In terra è disteso un ricco tappeto.

Il sindaco e le Associazioni cittadine hanno pubblicato manifesti, nei quali si inneggia al Re.

Lungo la strada che percorrerà il corteo reale è schierato un battaglione di bersaglieri, che renderà gli onori militari. Sotto la tettoia della stazione si trova la banda comunale di Grosseto.

Dai paesi vicini sono giunte 15 bande, che sono state disposte lungo l'itinerario del corteo reale.

Il treno reale, preceduto dalla macchina staffetta, è giunto alle ore 10.36.

S. M. il Re, con S. E. il ministro Rava e coi personaggi del seguito, è disceso dal treno, ossequiato dalle autorità e salutato da entusiastiche acclamazioni.

Appena giunto il treno reale la musica intuona la marcia reale.

S. M. il Re, che veste la piccola tenuta di generale, è ossequiato dal prefetto Plutino, dal sindaco Bruchi, dall'onorevole deputato Sorani, dal generale Baldissera e da tutte le altre autorità civili e militari.

Dopo disceso il Re, scendono dal treno l'on. ministro Rava, il primo aiutante di campo di S. M., generale Brusati, e gli altri personaggi del seguito.

Il Re entra subito nella sala reale, ove hanno luogo le presentazioni delle autorità e delle notabilità, poi esce dalla stazione e sale nella carrozza reale, in cui prendono pure posto il sindaco, l'on. Rava ed il generale Brusati.

In altre vetture montano le autorità ed il seguito del Re. Carabinieri a cavallo fanno scorta d'onore alla carrozza reale.

Appena il Re appare fuori della stazione, ove sono schierate oltre trenta Associazioni con bandiere e si accalca un'enorme folla, scoppia un frenetico applauso. Si grida: *Viva il Re!*, si sventolano i cappelli ed i fazzoletti e le musiche suonano la marcia reale, fra grande entusiasmo.

S. M. il Re, acclamatissimo dalla folla, che gremisce le strade, le finestre ed i balconi, giunge al Municipio, ove, nella sala consiliare, si inaugura il V Congresso degli allevatori di bestiame della regione toscana.

La sala è affollatissima di autorità e congressisti.

Il sindaco porge un caldo saluto al Re, augurandogli, tra gli applausi, il benvenuto a nome della città.

Parla indi, pure applaudito, il conte Giacomo Guicciardini.

Poscia l'on. ministro Rava pronuncia un discorso vivamente e ripetutamente acclamato, che pubblicheremo lunedì.

Mentre nella sala consiliare si svolge la cerimonia, la folla, adunatasi sulla piazza prospiciente il municipio, continua ad acclamare entusiasticamente il Re.

Finita la cerimonia, il Re, mentre perdurano le acclamazioni, si affaccia al balcone a ringraziare. La folla lo saluta con frenetiche, interminabili ovazioni, sventolando i cappelli ed i fazzoletti. Il Re saluta e ringrazia replicatamente.

Accompagnato dal sindaco, il Re passa poi a visitare il Museo municipale, ricco di antichità etrusche, dove il canonico Cappelli dà schiarimenti a S. M. il Re.

Alle 11.30 il Re lascia il municipio, sale nuovamente in carrozza e si reca ad inaugurare la Mostra zootecnica.

La popolazione lungo le vie l'accoglie con incessanti acclamazioni.

Il corteo reale giunge a mezzogiorno alla Mostra zootecnica.

Il Re, l'on. ministro Rava, le autorità ed i personaggi del seguito salgono sul palco appositamente eretto, ornato con bandiere italiane e col gonfalone municipale.

L'ing. Luciani pronuncia il discorso inaugurale.

Dopo l'ing. Luciani parla il sindaco.

Quindi S. M. il Re, accompagnato dall'on. ministro Rava e dai componenti la Commissione ordinatrice, fa il giro della Mostra, trattenendosi ad osservare attentamente gli animali esposti.

S. M. il Re lascia la Mostra zootecnica alle ore 12.30, sale in carrozza e si dirige verso il deposito governativo per l'allevamento dei cavalli.

Piove.

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. M. il Re, accompagnato dal generale Brusati, si è recato iermattina alla piazza d'armi assistendo alle esercitazioni di alcuni reggimenti del presidio, che poi sfilarono in parata innanzi al Sovrano, ammirato dell'ordine e dell'esattezza dei movimenti dei singoli reparti.

Alle 10, dopo avere espressa la sua augusta soddisfazione ai comandanti dei reggimenti, S. M. faceva ritorno alla Reggia.

S. M. il Re e le LL. AA. II. i principi Arisugawa, nel pomeriggio di ieri, si recarono a Castel Porziano per una partita di caccia.

S. M. la Regina Margherita, col seguito, in automobile, ieri alle 12.30, è giunta a Pieve di Cadore, dove scese all'*Hôtel Cadore*, e ricevette le autorità.

Alle 14.30 l'Augusta signora riparti per Borca, vivamente acclamata dalla popolazione.

Alle 15.30 S. M. passava il confine a San Vito di Cadore, proseguendo il suo viaggio per Wiesbaden.

S. A. R. la principessa Laetitia è partita ieri da Venezia per Milano, ossequiata alla stazione dalle dame d'onore di S. M. la Regina Elena e di S. M. la Regina Madre, che le offrirono vari mazzi di fiori, dal sindaco conte Grimani, dal rappresentante del prefetto, dagli ammiragli Canevaro e Palumbo e dalle altre autorità.

In Campidoglio. — La seduta del Consiglio comunale tenutasi iersera sotto la presidenza del comm. Cruciani-Alibrandi venne aperta collo svolgimento di una interrogazione del consigliere Casciani sulla ritenuta straordinaria di 2|24 fatta agli sti-

pendi dei maestri in seguito agli aumenti conseguiti per la recente legge.

L'interrogante non essendo soddisfatto delle risposte date dall'assessore Benucci, convertì l'interrogazione in mozione.

Venne rinviata a tempo indefinito lo svolgimento di una mozione presentata dal consigliere Vanni per l'applicazione della tassa prevista dall'ultima legge sulle aree fabbricabili.

Il Consiglio quindi passò alla discussione generale dell'organico del personale subalterno sospesa nella precedente seduta, addivenendo poi a quella degli articoli.

La proposta, con alcune modificazioni, venne approvata.

Alle 0.30 la seduta fu tolta.

Premiazione. — Ieri, in Campidoglio, nella sala degli Orazi e Curiazi, ebbe luogo la premiazione delle alunne che nell'anno scolastico 1903-904, frequentarono i corsi della Scuola professionale femminile *Margherita di Savoia* e dell'annessa Scuola festiva di commercio.

I premi conferiti furono 163 di primo grado e 282 di secondo. Alla cerimonia assistevano, oltre un gran pubblico composto specialmente di alunne della Scuola professionale e di parenti delle premiate, il pro sindaco comm. Cruciani-Alibrandi, il comm. Ravà per il Ministero della pubblica istruzione, il conte di San Martino, il cav Franchetti, assessore comunale, che rappresentava la Camera di commercio, donna Amalia Depretis e la signora Camilla Calzone Mongenet, della commissione di patronato delle scuole.

Pronunziarono, applauditi, discorsi di circostanza il conte di San Martino e la signora Amalia Ribighini-Prandi direttrice della Scuola professionale.

Il Congresso delle provincie a Napoli. — La segreteria generale dell'amministrazione provinciale di Napoli ha diramati gli inviti per la cerimonia inaugurale del Congresso delle provincie, alla quale assisterà S. M. il Re d'Italia.

Il programma dei lavori del Congresso e dei festeggiamenti ai congressisti è il seguente:

Lunedì 15. — Ore 9.40, arrivo del Re — Ore 10, inaugurazione del II Congresso delle provincie, nel gran salone della Borsa, con intervento del Re, dei ministri e delle autorità. — Ore 14, riunione dei congressisti nell'aula di Santa Maria La Nova. — La sera, rappresentazione di gala al teatro *San Carlo*.

Martedì 16. — Ore antimeridiane e pomeridiane, lavori del Congresso.

Mercoledì 17. — Ore antimeridiane, lavori del Congresso. — Ore 17, gita a San Martino, con *lunch* offerto dal Municipio.

Giovedì 18. — Ore antimeridiane e pomeridiane, lavori del Congresso.

Venerdì 19. — Gita a Pompei, offerta dalla provincia.

Sabato 20. — Chiusura del Congresso, e banchetto all'*Hôtel Bertolini*, offerto dalla provincia.

Gli inviti diramati ascendono a 500. Il numero dei congressisti è cospicuo, e tutto fa prevedere una utile, feconda, riuscita del Congresso.

Una lapide a Riccardo Vagner. — Per cura di un Comitato di ammiratori del grande musicista tedesco, ieri sulla facciata della casa a via del Babuino 79, venne scoperta una lapide ricordante il soggiorno fattovi da Riccardo Vagner nel 1877.

L'epigrafe è la seguente:

In questa casa abitò — Riccardo Vagner — nel 1877 — Alcuni ammiratori dell'arte sua posero in memoria — Roma 1905.

Gli invitati alla modesta cerimonia inaugurale assistettero nella sede della Società artistica cooperativa, situata di faccia al caseggiato dove sta la lapide, ad un'elevata, interessante conferenza del signor Diego Angeli, lo studioso e colto nostro collega, appassionato illustratore di cose artistiche a Roma.

L'oratore fu applauditissimo dall'intellettuale pubblico d'invitati, fra cui eranvi molte, eleganti signore.

Marina mercantile. — Da New-York è partito per Napoli il *Sardegna* della N. G. I. Da Suez ha transitato il *Francesco Ciampa* della Società veneziana, diretto a Calcutta. Il *Città di Napoli*, della Veloce, è partito da New-York per Napoli. Da Santos è partito per Genova il *Las Palmas*, della Veloce, ed ha proseguito per Buenos Ayres il *Toscana* della Società italiana.

ESTERO.

Il monòfono. — La Società industriale dei telefoni francesi ha fatto costruire un nuovo modello di apparato telefonico combinato, riunente in sè il trasmettitore e il ricettore. Questo istrumento, a cui venne dato il nome di *monòfono*, differisce essenzialmente dagli apparecchi combinati ora in uso, i quali hanno il grave inconveniente di essere poco igienici, per il motivo che la persona che parla ha di fronte alla bocca un corno od una piastra destinata a raccogliere i suoni emessi, e che disgraziatamente raccoglie nel medesimo tempo le particelle di saliva e il vapore dell'acqua, più o meno carico d'impurità, della respirazione, costituendo così un pericoloso veicolo di contagio microbico.

Il monòfono è invece un apparecchio di tipo affatto nuovo, che presenta il grande vantaggio di essere semplicissimo, di funzionare perfettamente e anche di poter essere sempre mantenuto in uno stato di grande nettezza, presentando così tutte le garanzie dal punto di vista igienico.

L'apparecchio è di forma longitudinale e si compone di un recettore Ader, sulla cui faccia posteriore si trova disposto un microfono di grande sensibilità. Questo microfono è costituto da due sottili dischi di grafite, nel centro dei quali si trova una cavità circolare riempita di granuli. Naturalmente i due dischi, abbastanza sottili per fare l'ufficio di piastre vibranti sono isolati uno dall'altro a mezzo di un anello di carta speciale. Esteriormente il microfono così costituito è isolato dalla massa metallica dell'apparecchio a mezzo di dischi di carta, e tutto attorno alla scatola metallica, a mezzo di strisce di carta incollate sul metallo.

Le connessioni fra ciascuno dei dischi di grafite ed il rispettivo morsetto esteriore sono stabilite a mezzo di una sottile lama metallica fissata, da una parte sotto il morsetto destinato a ricevere il conduttore esterno, morsetto isolato dalla massa metallica dell'apparecchio; e dall'altra parte saldata ad una rosetta metallica applicata contro il disco di grafite e coperta dal disco di carta che serve per isolarla. Un corno acustico di metallo nichelato serve a concentrare le onde sonore emesse dalla persona che parla, onde che vanno a colpire le due faccie del microfono. Per servirsi di questo apparecchio non è necessario di parlare davanti all'imboccatura del corno acustico, ciò che sarebbe del resto impossibile, avendo l'apparecchio, come si è detto, una forma longitudinale, e dovendo il recettore essere applicato contro l'orecchio.

In tali condizioni il padiglione del corno acustico resta sempre pulito, vantaggio questo molto apprezzabile, trattandosi di apparecchi telefonici destinati ad essere utilizzati da molte persone e dal pubblico.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

MADRID, 12. — La *Gaceta* pubblica un decreto reale che convoca le Cortes per il 14 giugno.

WASHINGTON, 12. — Il presidente della Confederazione, Roosevelt, è ritornato a mezzanotte.

NEW-YORK, 12. — Secondo le ultime informazioni, 95 persone sono morte a Snyder in seguito al ciclone.

I feriti sono 150.

PIETROBURGO, 12. — L'artiglieria a cavallo della guardia è partita ieri per il campo di Krasnoie Selo ed altre truppe sono ritornate a Pietroburgo per l'eventualità di disordini pubblici in occasione del 1° maggio.

Quest'anno non vi saranno grandi manovre.

IRKUTSK, 12. — Il ministro delle vie e delle comunicazioni, principe Kilkoff, è ripartito per la Russia europea.

PIETROBURGO, 12. — Si smentisce che il 7 corrente vi sia stato un conflitto alla frontiera della Persia fra un posto russo ed alcuni soldati persiani.

LISBONA, 12. — Fra il ministro d'Italia ed il ministro degli affari esteri è stato firmato oggi un accordo d'arbitrato fra l'Italia ed il Portogallo, conforme a quelli stipulati già dall'Italia con l'Inghilterra e con la Francia.

VIENNA, 12. — *Camera dei deputati.* — Dopo la dicussione degli articoli, durata tre giorni, si approva l'insieme della tariffa doganale, senza cambiamenti, secondo le proposte del Governo.

COSTANTINOPOLI, 12. — I francescani della parrocchia di Sant'Antonio ed i salesiani di Betlem hanno deciso di reclamare il protettorato dell'Italia.

LONDRA, 12. — Una nota ufficiosa annunzia che il Re di Spagna arriverà qui il 6 giugno e si tratterrà fino al 10 dello stesso mese.

PIETROBURGO, 12. — Il generale Linievitch telegrafa che un distaccamento russo ha dovuto il 5 maggio indietreggiare fino al Chi-miach-tsé.

All'indomani un altro distaccamento ha respinto i giapponesi alla baionetta.

Il primo distaccamento, dopo aver combattuto tutta la notte contro il nemico, indietreggiò.

Un terzo distaccamento difese con successo il passo di Va-fan-gu-line.

Infine un'offensiva giapponese contro il fianco destro fu respinta il 7 maggio.

KANSAS CITY, 13. — Un nuovo ciclone si è scatenato nella regione.

Si segnalano venti vittime umane.

CE-FU, 13. — Il trasporto giapponese *Sheyutsu Maru*, di 1800 tonnellate, carico di provvigioni, ha urtato il 4 corr. in una mina presso Miao-tao.

Si crede che sia affondato.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

dell'11 maggio 1905

Il barometro è ridotto allo zero . . .	—
L'altezza della stazione è di metri . .	50,42.
Barometro a mezzodì	755,00.
Umidità relativa a mezzodì	52.
Vento a mezzodì	S.
Stato del cielo a mezzodì	coperto.
Termometro centigrado	massimo 20,6.
	minimo 12°,5.
Pioggia in 24 ore	9.3.

12 maggio 1905.

In Europa: pressione massima di 775 a NW dell'Irlanda, minima di 757 e 758 sul medio Tirreno.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito intorno a 1 mill. in Sicilia, disceso altrove fino a 5 mill. sul medio versante adriatico; temperatura aumentata; pioggie, tranne all'estremo nord; alcuni venti forti tra nord e levante.

Barometro: minimo tra 757 e 758 sul medio Tirreno, massimo a 763 lungo la catena alpina.

Probabilità: cielo vario al sud, nuvoloso altrove con pioggie; venti moderati settentrionali all'estremo nord e Sardegna, meridionali altrove; mare poco agitato.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 12 maggio 1905.

STAZIONI	STATO del cielo ore 7	STATO del mare ore 7	TEMPERATURA Massima	
			nelle 24 ore precedenti	
			Massima	Minima
Porto Maurizio	coperto	mosso	20 5	15 5
Genova	coperto	calmo	19 7	13 9
Massa Carrara	coperto	calmo	18 0	12 8
Cuneo	$^3/_4$ coperto	—	17 3	7 2
Torino	$^3/_4$ coperto	—	16 0	10 4
Alessandria	coperto	—	18 0	11 2
Novara	$^1/_2$ coperto	—	20 0	10 2
Domodossola	$^1/_4$ coperto	—	20 9	6 2
Pavia	coperto	—	20 8	9 3
Milano	coperto	—	21 2	10 8
Sondrio	sereno	—	20 3	10 0
Bergamo	nebbioso	—	16 8	11 2
Brescia	coperto	—	19 0	9 0
Cremona	coperto	—	20 0	12 4
Mantova	coperto	—	16 0	12 4
Verona	$^1/_2$ coperto	—	18 0	12 1
Belluno	$^3/_4$ coperto	—	20 2	9 8
Udine	$^3/_4$ coperto	—	20 1	12 3
Treviso	coperto	—	21 6	13 0
Venezia	coperto	legg. mosso	17 7	14 5
Padova	$^3/_4$ coperto	—	18 5	12 3
Rovigo	piovoso	—	17 1	12 0
Piacenza	coperto	—	17 8	10 4
Parma	piovoso	—	17 8	11 1
Reggio Emilia	coperto	—	17 5	10 2
Modena	piovoso	—	17 1	11 6
Ferrara	piovoso	—	17 6	11 8
Bologna	piovoso	—	16 5	11 4
Ravenna	piovoso	—	16 4	11 2
Forlì	coperto	—	17 0	10 0
Pesaro	piovoso	mosso	17 3	13 0
Ancona	piovoso	mosso	17 2	13 2
Urbino	piovoso	—	12 7	9 7
Macerata	piovoso	—	15 3	10 8
Ascoli Piceno	piovoso	—	16 0	11 0
Perugia	piovoso	—	16 0	9 2
Camerino	piovoso	—	12 5	6 8
Lucca	coperto	—	22 2	11 5
Pisa	piovoso	—	21 4	9 0
Livorno	piovoso	mosso	20 2	11 0
Firenze	piovoso	—	19 0	12 9
Arezzo	piovoso	—	17 1	11 3
Siena	piovoso	—	16 9	10 0
Grosseto	coperto	—	20 0	11 0
Roma	$^1/_2$ coperto	—	22 1	12 5
Teramo	piovoso	—	9 0	10 6
Chieti	$^1/_2$ coperto	—	14 0	8 9
Aquila	coperto	—	14 2	8 9
Agnone	$^1/_4$ coperto	—	10 3	7 4
Foggia	sereno	legg. mosso	17 9	11 7
Bari	$^1/_2$ coperto	—	17 2	13 0
Lecce	$^1/_2$ coperto	—	20 4	14 9
Caserta	$^1/_4$ coperto	mosso	18 4	13 0
Napoli	$^3/_4$ coperto	—	16 6	13 0
Benevento	$^1/_2$ coperto	—	15 5	11 9
Avellino	$^3/_4$ coperto	—	?	10 0
Caggiano	coperto	—	13 1	8 9
Potenza	$^1/_2$ coperto	—	11 4	8 2
Cosenza	—	—	—	—
Tiriolo	nebbioso	—	12 6	5 2
Reggio Calabria	sereno	calmo	19 0	13 2
Trapani	$^3/_4$ coperto	calmo	18 0	13 8
Palermo	coperto	calmo	18 4	?
Porto Empedocle	$^1/_2$ coperto	calmo	22 0	16 0
Caltanissetta	coperto	—	23 0	12 6
Messina	sereno	calmo	17 8	11 5
Catania	sereno	mosso	19 3	12 3
Siracusa	$^1/_4$ coperto	calmo	21 0	15 2
Cagliari	piovoso	mosso	21 0	6 0
Sassari	coperto	—	16 5	11 0

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. RAFFAELE TUMINO, *Gerente responsabile.*